

**N° 4484<sup>3</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 1998-1999

**PROJET DE LOI****modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973  
portant réforme du salaire social minimum**

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**

(2.12.1998)

La Commission se compose de: M. Marcel GLESENER, Président-Rapporteur; MM. François BAUSCH, Niki BETTENDORF, François BILTGEN, Gast GIBERYEN, Henri GRETHEN, Jean-Marie HALSDORF, Nico LOES, Lucien LUX, Jean SCHILTZ et Marc ZANUSSI, Membres.

\*

Le 3 novembre 1998, le Ministre du Travail et de l'Emploi a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum. Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles et du rapport du Gouvernement à la Chambre des Députés sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, présenté conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum.

La Chambre des Employés Privés a émis son avis le 6 novembre 1998. L'avis du Conseil d'Etat a été rendu le 10 novembre 1998.

Dans sa réunion du 24 novembre 1998, la Commission de Travail et de l'Emploi a désigné son président M. Marcel Glesener comme rapporteur du présent projet de loi. Au cours de la même réunion, la commission a procédé à une analyse détaillée du projet. Dans la réunion du 2 décembre 1998, la commission, à l'unanimité, a adopté le présent rapport.

\*

**LES ANTECEDENTS**

L'augmentation du salaire social minimum faisant l'objet du projet de loi sous rubrique intervient en raison d'une double obligation du Gouvernement. L'article 2 de la loi précitée du 12 mars 1973 oblige en effet le Gouvernement de fixer le niveau du salaire social minimum par la voie d'une loi et de soumettre, tous les deux ans, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du salaire social minimum.

L'exposé des motifs joint au présent projet de loi note que le relèvement du salaire social minimum ne comporte pas l'obligation légale de relever l'ensemble de la grille des salaires dans les entreprises.

La dernière revalorisation du salaire social minimum intervenue avec effet au 1er janvier 1997, résultait de la loi du 6 janvier 1997. Elle comportait une augmentation du salaire social minimum de 3,2%. La précédente hausse intervenue le 1er janvier 1995 était de l'ordre de 3,3%.

Quant à l'évolution du niveau moyen des rémunérations en 1996 et 1997 comparée au niveau du salaire social minimum, l'exposé des motifs retient qu'à la fin de la période de référence, le salaire social *minimum* accuse, un retard de 1,3% par rapport au niveau moyen des salaires et traitements en 1995.

\*

## L'EVOLUTION DES CONDITIONS ECONOMIQUES GENERALES

En ce qui concerne la conjoncture internationale, le Gouvernement, dans son rapport à la Chambre des Députés, se limite à l'analyse de l'évolution dans l'Union Européenne. Il s'en dégage que la reprise qui s'était manifestée au courant du deuxième semestre de 1996, est en train de perdre vitesse. Au deuxième trimestre de l'année en cours, la croissance du PIB s'est fortement ralentie dans l'Union Européenne des 15, passant de 3,3% au premier à 2,2% au second trimestre. Encore faut-il préciser que, pour le moment, les indicateurs „précurseurs“ censés préfigurer l'évolution du PIB, n'annoncent pas de reprise imminente. Aussi le rapport conclut-il que la succession de crises économiques et financières dans le monde semble avoir mis fin à la courte période de croissance élevée en Europe.

Quant à l'évolution salariale en Europe, le rapport retient que depuis 1985, la croissance des salaires réels en Europe (EU15) est restée inférieure à la croissance de la productivité. Entre 1996 et 1998, la croissance réelle des salaires était de 1,2%, tandis que la productivité s'est accrue de 2% en moyenne par an. Suivant les données se rapportant aux 13 dernières années, tant la croissance des salaires réels que celle de la productivité étaient étonnamment stables, les taux de progression ayant été de 1,2% pour les salaires et de 2% pour la productivité.

Suivant le rapport du Gouvernement, le profil de croissance du PIB luxembourgeois ressemble à celui du PIB de l'UE15. Malgré une légère correction en 1995 et 1996 suite à la forte reprise de 1994, la situation conjoncturelle est restée satisfaisante avec des taux de croissance du PIB réel (version SEC) de respectivement 3,0% en 1995 et de 3,8% en 1996. L'année suivante, l'économie luxembourgeoise a su profiter de la reprise générale en Europe. La croissance du PIB s'est portée à 4,8%.

Les dernières prévisions du STATEC retiennent un taux de croissance réel de 4,0% pour l'année en cours. Se basant sur l'évolution des indicateurs conjoncturels du premier semestre, le Gouvernement pense cependant que cette prévision pourrait s'avérer comme étant trop faible. Depuis 1996, le taux d'inflation a été compris entre 1,0% et 1,5%. Pour les huit premiers mois de l'année en cours, le Gouvernement note un taux moyen de 1,2%.

L'évolution de l'emploi a bénéficié ces dernières années de la forte croissance économique qui a entraîné une progression de l'emploi intérieur de 3,2% par an entre 1996 et 1998, le taux estimatif de l'exercice en cours étant de 3,8 %. Il n'en reste pas moins que le chômage n'a pas cessé d'augmenter pour atteindre un taux de 3,6% en 1997, respectivement de 3,3% si la série révisée qui exclut les personnes occupées temporairement dans des mises au travail et des mesures de formation est prise en considération. Pendant l'année en cours, le chômage est en baisse. La moyenne annuelle pourrait se situer aux alentours de 3,1%.

Dans le domaine des salaires nominaux, la croissance s'est graduellement ralentie depuis 1985. Si l'on observait encore un taux d'inflation salariale moyen de 5,8% sur la période 1986-1990, on n'enregistrait plus qu'une hausse de 2,1% sur les trois dernières années. La hausse des salaires réels a décéléré dans une moindre mesure. Entre 1996 et 1998, la hausse moyenne était de 0,7% par an. La hausse des salaires réels était de l'ordre de 0,4%.

D'un autre côté, la hausse moyenne de la productivité de l'économie luxembourgeoise était de 2,2% par an entre 1985 et 1998, soit légèrement plus que la moyenne communautaire. Entre 1996 et 1998, le taux de progression se trouvait ramené à 1,0% en moyenne par an. Il n'est toutefois pas exclu que le chiffre se rapportant à l'année en cours doive être révisé à la hausse.

Il s'ensuit que les augmentations de productivité dépassent celles des salaires réels de 0,6% par an entre 1996 et 1998. Cet écart est de 0,4% en moyenne par an depuis 1985.

\*

## PROGRESSION DES SALAIRES REMUNERES AU SSM

Suivant le rapport du Gouvernement, le nombre et la proportion des salariés rémunérés au salaire social minimum (SSM) ont augmenté ces dernières années. En 1993, le revenu professionnel de 23.090 salariés correspondait au salaire social minimum. Pendant l'année en cours, 32.125 personnes étaient rémunérées au SSM. Au cours de la période sous revue, la proportion des salariés en question est passée d'environ 14% en 1993 à quelque 16% en 1998. Parmi ces derniers, on compte à l'heure actuelle 16.550 hommes et 15.575 femmes, contre 10.650 hommes et 12.930 femmes en 1993. Si la part des femmes faisant partie de ce groupe a été ramenée pendant la période sous revue de 56% à 48%, il n'en reste pas moins que la population des salariés rémunérés au SSM compte approximativement un homme

pour une femme, alors que dans la population salariée totale, la proportion des femmes est d'environ une femme pour deux hommes.

La répartition par âge de la population des salariés rémunérés au SSM est aussi fondamentalement différente de celle de la population totale. Dans la population des salariés rémunérés au SSM, le groupe d'âge entre 20 et 39 ans intervient à raison de plus de 80%, alors que dans la population totale, cette proportion ne s'élève qu'à environ 60%.

Il y a lieu de noter également que certains secteurs sont plus concernés par des emplois rémunérés au salaire social minimum que d'autres. Parmi eux rangent notamment les secteurs du commerce, de la restauration et de l'hébergement qui occupent, en nombre absolu 14.730 salariés et, en proportion, 29% des hommes et 46% des femmes rémunérés au SSM ou un salaire proche du SSM. Or, ces trois secteurs n'occupent qu'environ 20% de l'ensemble de tous les salariés.

Il y a lieu de considérer également que, dans la population salariée totale, la proportion des femmes est d'environ une femme pour deux hommes. Or, la population des salariés rémunérés au SSM compte un homme pour une femme. Aussi, le Gouvernement conclut que les plus concernés par le salaire social minimum sont les jeunes salariés féminins.

\*

### **LES PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT**

Le Gouvernement estime qu'un relèvement de 1,3% du SSM reflète une progression modérée des rémunérations, conforme d'ailleurs aux engagements itératifs et formels des partenaires sociaux pour une politique salariale modérée.

Les auteurs de l'exposé des motifs se réfèrent dans ce contexte à l'avis tripartite du 18 avril 1998. Dans cet avis, les partenaires sociaux et le Gouvernement se sont mis d'accord sur la poursuite de cette politique salariale modérée „en vue du maintien et de la création d'emplois et ce en partant du fait que l'évolution modérée des salaires en termes réels, combinée à une productivité en croissance supérieure, a un effet favorable sur le coût salarial unitaire réel et contribue donc à la compétitivité, à l'attrait du Luxembourg comme site d'investissement, par conséquent à la création d'emplois“.

Suivant l'exposé des motifs, cette politique est d'ailleurs conforme aux recommandations des grandes orientations politiques de l'Union européenne et aux conclusions du Conseil européen extraordinaire sur l'emploi des 20 et 21 novembre 1997.

Le Gouvernement estime par conséquent qu'une augmentation modérée du salaire social minimum de 1,3% ne met pas en cause la poursuite et l'efficacité de cette politique, à condition que les partenaires sociaux continuent à faire prévaloir la prudence actuelle dans la fixation des rémunérations.

L'exposé des motifs note encore que le niveau du salaire social minimum dans notre pays n'a pas empêché la continuation de la création massive d'emplois, même dans les catégories rémunérées au salaire social minimum, ni l'insertion sur le marché de travail de chômeurs rémunérés dès leur insertion au salaire social minimum.

Dans ces conditions, le Gouvernement conclut que les conditions économiques et sociales permettent de combler intégralement l'écart entre le salaire social minimum et le niveau moyen des rémunérations.

\*

### **LES AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES**

Dans son avis du 6 novembre 1998, la Chambre des Employés privés se félicite que des données statistiques quant à l'évolution du nombre des salariés rémunérés au SSM et quant à leur répartition par secteur économique et par sexe soient disponibles. Elle regrette cependant l'absence de références statistiques quant à l'évolution en général des salaires dans notre pays.

Dans ce contexte, elle réitère sa proposition d'instituer une instance centrale chargée de collecter et d'archiver les conventions collectives de travail, étant donné que ces conventions sont une source d'information très riche en ce qui concerne notamment les clauses salariales y contenues.

Finalement, la Chambre des Employés privés marque son accord au présent projet de loi.

\*

## L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Après avoir rappelé les procédures mises en place dans le cadre de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum, l'avis de la Haute Corporation passe en revue la récente évolution de la conjoncture économique internationale et nationale.

Le Conseil d'Etat conclut en marquant son accord avec le présent projet de loi.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 1er fixe le montant du salaire social minimum mensuel pour travailleurs non qualifiés à 8.544.- francs à l'indice 100 de l'indice pondéré du coût de la vie. A l'indice actuel de 548,67 ledit salaire social minimum mensuel sera de 46.878.- francs.

Les taux horaires correspondants sont de 49,39.- francs (indice 100) et de 270,97.- francs (indice 548,67).

Conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 12 mars 1973, les niveaux du salaire social minimum pour travailleurs qualifiés sont de 10.252,8.- francs (indice 100) respectivement de 56.254.- francs (indice 548,67).

Les taux horaires correspondants sont de 59,26.- francs (indice 100) et de 325,17.- francs (indice 548,67).

Les montants mensuels du salaire social minimum augmentent donc, à l'indice actuel de 648,67.- respectivement de 603.- francs et 724.- francs selon qu'il s'agit du SSM non qualifié ou qualifié.

Suivant l'article 2 du projet de loi, l'entrée en vigueur de la revalorisation du salaire social minimum est fixée au 1er janvier 1999.

\*

## LES NOUVEAUX MONTANTS DU SALAIRE SOCIAL MINIMUM

	<i>Situation actuelle (au 25.9.1998)</i>		<i>Proposition du Gouvernement</i>		<i>Différence</i>	
Nombre indice	100	548,67	100	548,67	100	548,67
ssm pour travailleur non qualifié (mensuel)	8.434	46.275	8.544	46.878	110	603
ssm pour travailleur non qualifié (horaire)	48,75	267,49	49,39	270,97	0,64	3,48
ssm pour travailleur qualifié (mensuel)	10.120,8	55.530	10.252,8	56.254	132	724
ssm pour travailleur qualifié (horaire)	58,5	320,98	59,26	325,17	0,76	4,19

La Commission du Travail et de l'Emploi, à l'unanimité, approuve le projet de loi et invite la Chambre des Députés à le voter dans la teneur qui suit:

\*

**TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI****PROJET DE LOI  
modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973  
portant réforme du salaire social minimum**

**Art. 1er.**– L'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum prend la teneur suivante:

„**Art. 14.**– Sous réserve, s'il y a lieu, des adaptations prévues à l'article 3 qui précède, le taux mensuel du salaire social minimum d'un travailleur non qualifié rémunéré au mois est fixé, à partir du 1er janvier 1999 et jusqu'à la prochaine adaptation à intervenir en application de l'article 2, à huit mille cinq cent quarante-quatre francs (8.544.– francs) au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie au 1er janvier 1948.

Le taux horaire correspondant au taux mensuel prévu à l'alinéa qui précède est obtenu par la division de ce taux mensuel par cent soixante-treize (173).”

**Art. 2.**– Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le 1er janvier 1999.

Luxembourg, le 2 décembre 1998

*Le Président-Rapporteur,*  
Marcel GLESENER